



### Quatre Ambassadeurs présentent les lettres de créance au Chef de l'Etat Burundais



Le Président de la République du Burundi Son Excellence Pierre Nkurunziza a reçu en audience, ce mardi, quatre Ambassadeurs nouvellement accrédités à Bujumbura. Il s'agit des Ambassadeurs du Bénin, de la Guinée Équatoriale, de la Pologne et du Royaume de Belgique.

Au cours de leurs échanges, ces nouveaux Représentants au Burundi se sont réjouis des relations cordiales qui existent entre leurs pays et le Burundi. Ils se sont tous engagés à œuvrer au renforcement des liens d'amitié et de coopération couvre plusieurs domaines, notamment l'agriculture, le commerce et l'éducation.

Le Chef de l'État Son Excellence Pierre Nkurunziza leur a, quant à lui, assuré de la pleine collaboration du Gouver

nement du Burundi car il estime que tous les pays devraient apprendre des expériences des uns et des autres.

En leur rappelant que l'Afrique est le continent de l'avenir, le Président de la République s'est dit favorable au renforcement des relations économiques et a invité ces nouveaux Ambassadeurs à faire profiter les nombreuses opportunités du Burundi aux investisseurs de leurs pays respectifs

( Source: [www.Presidence.gov.bi](http://www.Presidence.gov.bi))

### Sommaire

### page

Quatre Ambassadeurs présentent les lettres de créance au Chef de l'Etat Burundais

1

Le Chef de l'Etat rencontre les Gouverneurs de provinces et les Administrateurs communaux

2

Gitega: le Chef de l'État reçoit le rapport de restitution sur le projet "Ewe Burundi urambaye"

3

Le Président de l'Assemblée Nationale et l'Ambassadeur de la Chine au Burundi visitent la Province de Bubanza

4

Présentation des copies figurées des Lettres de Créances des nouveaux Ambassadeurs près le Burundi

5

Le CDE demande la levée des barrières pour la libre entreprise au Burundi

11

Bujumbura: les constructions doivent suivre les plans de prévention des catastrophes

12

## Le Chef de l'Etat rencontre les Gouverneurs de provinces et les Administrateurs communaux



**L**e Chef de l'Etat S.E. Pierre Nkurunziza a réuni à Gitega, vendredi le 22 mars 2019, les Gouverneurs de provinces et les Administrateurs communaux dans une séance d'évaluation de l'état de la situation politico-sécuritaire et socio-économique du pays à la veille des élections générales de 2020.

Au cours de cette réunion, les rapports des administratifs ont montré que la paix et la sécurité règnent sur toute l'étendue du territoire nationale, occasion pour le Chef de l'Etat de féliciter ces Administratifs qui ont beaucoup œuvré pour cette tranquillité et cette quiétude. Néanmoins, le Président de la République leur a demandé de redoubler de vigilance car, a-t-il expliqué, il se manifeste à la veille des élections, une fièvre électorale et des comportements marginaux de nature à saper la paix et la sécurité.

Le Chef de l'Etat a aussi formulé des conseils qui vont dans le sens de s'assurer que cette période soit bien gérée pour qu'en 2020 le Burundi puisse connaître des élections transparentes et paisibles. Pour y parvenir, le Président de la République a demandé aux Administratifs au niveau des provinces et communes de comprendre les conjonctures dans lesquelles le pays se trouve. Pour S.E. Pierre Nkurunziza, les Administratifs doivent mettre à profit les multiples enseignements qu'ils ont reçus de par les campagnes de moralisation de la société, pour éclairer la population de leur ressort et servir de modèle.

Le Chef de l'Etat a également saisi cette occasion pour annoncer aux Administratifs que le jeudi est

désormais une journée consacrée à la protection de l'environnement et que la population doit capitaliser les travaux de cette journée pour reboiser toutes les aires non protégées.

Le Président S.E. Pierre Nkurunziza a aussi évoqué au cours de cette réunion les 500 millions que l'Etat octroie chaque année à toutes les communes du Burundi. Il leur a rappelé que ces fonds ne doivent pas être utilisés pour satisfaire les appétits gloutons de certains Administratifs et certains membres des Conseils Communaux. Il a demandé que les 500 millions soient plutôt utilisés pour financer les projets de développement qui puissent améliorer les économies des communes respectives afin de relever le niveau de vie de la population.

Pour terminer, le Chef de l'Etat est revenu et a insisté sur la sécurité qui, selon S.E. Pierre Nkurunziza ne consiste pas seulement à endiguer certains fléaux comme la criminalité ou combattre les boissons prohibées. Il leur a rappelé de penser aussi à la sécurité alimentaire et la sécurité dans les milieux scolaires où les jeunes s'adonnent à la consommation des drogues et stupéfiants. Le Chef de l'Etat a recommandé aux Administratifs de collaborer avec tous les intervenants dans le secteur de l'éducation pour éradiquer ce fléau.

(source : <http://www.rtnb.bi>)

## Gitega: le Chef de l'État reçoit le rapport de restitution sur le projet "Ewe Burundi urambaye"



La commission chargée du projet national "Ewe Burundi urambaye" a restitué au Chef de l'Etat un rapport sur l'état d'avancement de ce projet, une année après son démarrage.

Selon le rapport du Chef des Forces de Défense du Burundi et Président de la campagne "Ewe Burundi urambaye", plus de 44 millions d'arbres ont été plantés au cours des six derniers mois, ce qui a été salué par le Chef de l'Etat S.E. Pierre Nkurunziza qui estime que le pas franchi est très satisfaisant.

Le Chef de l'Etat a saisi cette occasion pour parler en faveur de l'environnement. A travers son allocution, le Président de la République a rappelé que la protection de l'environnement ne concerne pas que le Ministère de tutelle mais aussi toute la population du Burundi dans son ensemble.

Et pour parvenir à la protection efficiente et efficace de l'environnement, le Chef de l'Etat a annoncé des mesures qui seront prises par le Gouvernement du Burundi pour donner du répit aux arbres qui sont souvent utilisés au détriment de l'environnement. Il s'agit entre autres d'exonérer les matériaux de construction, a précisé le Chef de l'Etat.

A côté de ces exonérations, le Président de la République a annoncé qu'il va lancer une campagne de changement de mentalité. Pour S.E. Pierre Nkurunziza, les burundais doivent changer leurs habitudes alimentaires. Il a expliqué que les burundais doivent miser sur certains aliments qui peuvent être préparés sans consommer beaucoup de bois de chauffage. Le Chef de l'Etat a donné l'exemple du haricot qui peut être consommé sous forme de bouillie qui est préparée pendant 5 minutes au lieu de cuire le haricot pendant deux heures, portant ainsi atteinte à l'environnement.

Le Président S.E. Pierre Nkurunziza est aussi revenu sur le jeudi environnemental, une journée qui sera désormais dédiée à l'environnement où tous les burundais seront mobilisés autour des travaux de protection de l'environnement.

En terminant, le Chef de l'Etat a formulé une série de conseils à l'endroit des responsables du programme "Ewe Burundi urambaye". Il a aussi lancé un appel à toute la population burundaise afin que chacun prenne en main la protection de l'environnement, faisant remarquer que l'environnement constitue une source de bonne santé, une source de la croissance du secteur touristique mais aussi une source de la sécurité alimentaire.

Le programme " Ewe Burundi urambaye" qui a démarré depuis déjà une année va durer 7 ans.

(source : <http://www.rtnb.bi>)

## Le Président de l'Assemblée Nationale et l'Ambassadeur de la Chine au Burundi visitent la Province de Bubanza



Le Président de l'Assemblée Nationale le Très Honorable M. Pascal Nyabenda (photo : 1<sup>er</sup> plan, 3<sup>ème</sup> à partir de la gauche) et l'ambassadeur de la Chine au Burundi (photo : 1<sup>er</sup> plan, au milieu) étaient mardi le 26 mars 2019 en province Bubanza (nord-ouest du Burundi) où ils ont visité un Centre de démonstration des technologies agricoles en construction et l'Ecole Polytechnique du Moment, respectivement en communes Gihanga et Mpanda, a-t-on constaté sur place.

Ce Centre de démonstration des technologies agricoles est en train d'être construit avec l'aide de la Chine. Il sera fait des terrains d'expérimentations afin d'obtenir des semences sélectionnées. Il y aura aussi la fabrication des aliments du bétail, des hangars de stockage, des terrains de sports et autres. Il est prévu également au sein de ce Centre un renforcement des capacités des techniciens agricoles et des agri-éleveurs.

Selon le Président de l'Assemblée nationale, ce projet est une valeur ajoutée car, a-t-il expliqué, l'augmentation de la production agricole passerait du simple au triple. Même les agri-éleveurs auront des connaissances renforcées qui permettront d'améliorer leurs conditions de vie. Il a lancé un appel aux habitants de la localité de bien garder et de s'approprier de ce Centre. Aux agri-éleveurs des autres provinces, il demande d'approcher ce Centre pour leur

renforcement des capacités.

Quant à l'Ecole Polytechnique du Moment, elle a été fondée par des ressortissants de la commune Mpanda dans le but d'aider les jeunes de cette commune et ceux des communes proches, a indiqué M. Nyabenda. Elle possède trois sections, à savoir l'Informatique de gestion, l'Informatique des télécommunications et l'Informatique de maintenance.

L'ambassadeur de la Chine au Burundi SE Li Changlin a octroyé un don de bancs pupitres à cette école. Il a en outre promis une aide dans d'autres domaines pour favoriser l'épanouissement des jeunes.

Le président de l'Assemblée nationale appelle ainsi les autres Burundais à songer à des initiatives pareilles afin d'aider le Gouvernement à l'encadrement des jeunes.

(Source: [www.abpinfo.com](http://www.abpinfo.com))

## Les parlementaires appelés à sensibiliser pour faire face aux changements climatiques



L'Assemblée Nationale du Burundi, en collaboration avec l'union interparlementaire et le programme des Nations Unies pour l'environnement a organisé vendredi le 22 mars 2019 à Bujumbura, un Atelier de Mobilisation de la Population sur les Changements Climatiques.

Les experts ont montré que les changements climatiques et les catastrophes naturelles sont des phénomènes qui menacent les populations dans le monde et surtout dans les pays pauvres qui n'ont pas de moyens suffisants pour faire face aux conséquences de ces changements climatiques.

Les experts disent que les causes des changements climatiques sont notamment l'émission des gaz à

effet de serre qui provoque le réchauffement de l'atmosphère, la déforestation, les feux de brousse etc.

Le Président de l'Assemblée Nationale Très Honorable Pascal Nyabenda dans son discours d'ouverture a félicité le Gouvernement du Burundi qui a déjà initié les projets et programmes de protection de l'environnement afin de faire face aux changements climatiques.

Il a souligné que le Plan National de Développement met en avant la protection de l'environnement, l'adaptation aux changements climatiques ainsi que l'aménagement du territoire.

Le Très Honorable Pascal Nyabenda a fait savoir que le rôle des Parlementaires est de sensibiliser la population et de faire un plaidoyer systématique en faveur de la lutte contre les changements climatiques et de la conservation de la biodiversité. (source : [www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Présentation des copies figurées des Lettres de Créances des nouveaux Ambassadeurs près le Burundi



Ambassadeur du Bénin présente ses copies figurées des lettres de créance

25 03 2019



Ambassadeur de la République de Guinée Equatoriale présente ses copies figurées des lettres de créance

25 03 2019

Le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères Monsieur Isidore NTIRAMPEBA a reçu le lundi 25 mars 2019, quatre Ambassadeurs qui venaient présenter les copies figurées de leurs Lettres de Créance. Il s'agit de l'Ambassadeur de la République de Guinée Equatoriale près le Burundi Monsieur Samuel ATEBA OWONO IYANGA, de

l'Ambassadeur du Bénin près le Burundi Monsieur Eric Franck Michel A.SAIZONOU, de l'Ambassadeur de la Pologne près le Burundi Monsieur Krzysztof BUZALSKI et de l'Ambassadeur du Royaume de Suède près le Burundi Monsieur Anders Sjöberg.



Les présentations des Copies Figurées des Lettres de Créance ont été suivies respectivement des entretiens du Secrétaire Permanent avec les nouveaux Ambassadeurs accrédités au Burundi au cours desquels les Parties concernées ont manifesté leurs souhaits réciproques de développer et de raffermir davantage les relations bilatérales entre le Burundi et les pays concernés. Le Secrétaire Permanent leur a présenté la situation Politico-sécuritaire du pays. Il leur a fait savoir que la paix règne sur toute l'étendue du pays. Il leur a indiqué que le pays est en préparation des élections de 2020, financées par la population elle-même.



Le Secrétaire Permanent a aussi indiqué que le Burundi est doté d'un Plan National de Développement 2018-2027. Il a indiqué que ce Plan National de Développement comporte plusieurs axes et que chaque partenaire peut trouver son domaine d'intervention.

Il a enfin demandé à ces nouveaux Ambassadeurs de rapporter toujours la vraie situation du Pays, de ne pas se fier seulement aux fausses informations propagées par les détracteurs sur différents réseaux sociaux. (Source : Rédaction/MAE)

### Le Ministre Dr Déo Guide Rurema rencontre les cadres du Ministère en charge de l'Agriculture



**L**e Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage a tenu lundi le 25 mars 2019 à Bujumbura, une réunion à l'intention des Cadres du Ministère en charge de l'Agriculture. L'objectif était d'éveiller la prise de conscience et le rapprochement du personnel dudit Ministère de la population.

Le Ministre Déo Guide Rurema a invité tous les cadres de son Ministère à sortir des bureaux pour recueillir sur terrain les doléances de la population et s'enquérir de ses besoins. Pour Dr Déo Guide Rurema, cette pratique permettra de diminuer les frais d'expertise étrangère

et permettra aussi de développer et mettre en œuvre les formations acquises à l'étranger.

Le Ministre Déo Guide Rurema a également interpellé les Cadres du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, les invitant à travailler en synergie tout en se focalisant sur un travail qui vise à répondre aux besoins de la population.

A côté de cet encadrement rapproché sur terrain, le Ministre en charge de l'Agriculture et de l'Elevage a appelé le personnel de son Ministère à être des exemples parlants et servir de modèle. Il leur a demandé également de se garder de violer la loi et les textes légaux en rapport avec les documents d'autorisation de certaines activités visant le développement de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement.

Cette réunion a eu lieu quelques jours après la séance de moralisation que le Président de la République Pierre Nkurunziza a animée, le jeudi 21 mars 2019 à l'intention des Cadres de ce Ministère ([www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Lancement officiel de l'agriculture biologique



Le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage en collaboration avec le Programme de Développement des Filières (PRODEFI) et la Coopérative Dutezanye Imbere (COPROTRACO), a organisé mardi, le 26 mars 2019 à Gitega, un atelier interministériel sur le "Développement de l'Agriculture Biologique au Burundi, cas de la Filière Avocatière".

Le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage Dr Déo Guide Rurema qui a ouvert cet atelier a fait savoir que le Gouvernement du Burundi a ciblé l'avocatier pour ce programme. Ce fruit peut contribuer au développement des filières agricoles, à l'amélioration de l'alimentation des populations ainsi que la diversification des sources de revenus en faveur des producteurs, a expliqué le Ministre Rurema.

Il a précisé que l'huile extraite de l'avocat et les sous-produits qui en résultent jouent un rôle important dans l'apport en devises à travers l'exportation. Il a recommandé aux intervenants dans cette filière de s'engager dans le processus général de réglementation et de certification biologique, pilier d'une agriculture durable et biologique. Ceci pourrait également favoriser la compétitivité des produits de cette filière sur les marchés locaux, régionaux et internationaux, a ajouté le Ministre Deo Guide Rurema.

Selon le Ministre en charge de l'agriculture, cet atelier était une occasion de lancer officiellement la promotion de la filière avocatière et l'agriculture biologique. L'objectif principal de cette promotion étant de diversifier les cultures d'exportation et d'élargir l'assiette de devises.

Cet atelier avait aussi pour but de sensibiliser les

institutions publiques sur l'image BIO, sa vision, l'amélioration des connaissances sur le développement de l'agriculture biologique, a précisé le Ministre Déo Guide Rurema.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage a par ailleurs salué les initiatives de la coopérative "Dutezanye imbere" de Murayi qui, en collaboration avec le PRODEFI, a démontré de bonnes aptitudes et une bonne maîtrise dans la plantation, la production des avocatiers, la structuration des producteurs impliqués dans la filière et dans la transformation de l'huile d'avocat.

Le Ministre Déo Guide Rurema a remercié, au nom du Gouvernement du Burundi les partenaires techniques et financiers qui l'accompagnent dans ses programmes de développement du monde rural en général et du secteur agricole en particulier.

En marge de l'atelier sur le « développement de l'agriculture biologique au Burundi », le Ministre de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage, Dr Déo Guide Rurema en compagnie du Ministre des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique Dr Domitien Ndiwokubwayo ainsi que les partenaires techniques et financiers ont effectué une visite à l'usine de fabrication d'huile d'avocat de Murayi en commune Giheta, une usine de la coopérative Dutezanye imbere COPROTRACO.

Ils ont également visité la société de valorisation de l'espace rural et de transformation (SVERT) se trouvant sur la colline Bubu de la zone Murayi en commune Giheta, qui s'occupe de la valorisation de la culture du champion.

([www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Le Ministre de l'agriculture visite les projets financés par le FIDA



Le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage Dr. Déo Guide Rurema en compagnie des Parlementaires du groupe agri-élevage, a effectué mercredi le 27 mars 2019, une visite de différents projets de développement d'agri-élevage financés par le FIDA dans différentes communes des provinces Gitega, Karuzi et Ngozi.

A Giheta en province de Gitega, Dr. Déo Guide Rurema a visité un laboratoire qui fabrique des micros plants de champignons et un serre de cette culture. Un kilogramme de ces plants coûte 3000f. Ce laboratoire disponibilise également des intrants pour les agriculteurs.

Dr. Déo Guide Rurema a demandé au chercheur de ce laboratoire de faire des études sur ces champignons afin de préserver les variétés naturelles des forêts. Le Ministre en charge de l'agriculture a aussi visité l'abattoir de la commune Bugendandana de la province de Gitega. L'Administrateur de cette commune a demandé l'extension de cet abattoir pour satisfaire aux besoins des différents services.

Dans la même commune de Bugendana, il a visité les champs d'expérimentation où il s'est rendu compte de l'état de floraison du haricot fumé avec l'engrais chimique classique et celui de FOMI Imbura. L'efficacité de ces engrais sera évaluée après la récolte, a-t-il ajouté.

Le Ministre Déo Guide Rurema s'est par la suite rendu dans les maraichages de Nyabiho et Nyamuswaga qui s'étendent sur une superficie de 282 hectares avec plus de 11000 bénéficiaires provenant des communes Tangara et Kiremba de la province de Ngozi. Dr. Déo Guide Rurema a demandé aux projets et coopératives œuvrant dans ces marais de protéger les collines les surplombant en creusant des courbes de niveaux.

Cette visite s'est poursuivie sur les sites piscicoles de Canzikiro

de la commune Bugenyuzi en province de Karuzi et Rukeco à Ngozi. Le Ministre en charge de l'agriculture et de l'élevage a demandé aux coopératives et exploitants de Karuzi de construire au-dessus des étangs des poulaillers pour approvisionner en même temps les poissons en nourritures.

Au site piscicoles pilote de Rukeco, Dr. Déo Guide Rurema a demandé aux coopératives d'être plus performants pour que le marché local soit satisfait. En cas de surplus de poissons, ces coopératives pourraient vendre leur récolte dans d'autres localités.

Au terme de sa visite, Dr. Déo Guide Rurema a indiqué que les priorités du Gouvernement dans le domaine des cultures sont les champignons, les avocats et le poisson afin satisfaire aux besoins nutritionnels de la population burundaise. Il a promis de revisiter ces projets de développement dans les 3 prochains mois parce que le suivi est d'une importance capitale, a conclu le Ministre Déo Guide Rurema.

(source : [www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Réunion d'Echange sur une stratégie nationale pour développer le secteur des transports



Le Ministère des Transports, des Travaux publics et de l'Aménagement du Territoire a organisé mercredi, le 27/03/2019 à Bujumbura, une réunion technique d'échanges sur le contenu du rapport provisoire sur la stratégie nationale en matière de planification et de gestion du secteur des transports. Cette réunion qui a rassemblé tous les gestionnaires du secteur des transports, avait également pour but d'analyser le contenu du plan d'action 2018-2027 et l'enrichir pour une validation définitive dans les jours à venir.

Selon le Ministre des Transports, des travaux publics et de l'Aménagement du Territoire Monsieur Jean Bosco Ntunzwenimana, cette stratégie nationale dresse un état des lieux de tous les modes de transport : routier, maritime, aérien et ferroviaire et propose un plan d'action correspondant pour faire réellement du transport un véritable moteur du développement du pays. Cette stratégie nationale va déterminer les actions prioritaires à proposer au Gouvernement pour accompagner le Plan National de Développement en vigueur depuis 2018, a ajouté le Ministre en charge des transports

Il a fait savoir que la stratégie nationale en matière de planification et de gestion du secteur des transports va proposer les actions prioritaires qui seront mises en œuvre par les intervenants dans le domaine des transports. Cela leur permettra de se doter des moyens de transport que ce soit

maritimes, aériens ou routiers qui permettront aux citoyens burundais d'accéder aux services de transport à moindre coût.

A travers la planification du secteur des transports, a poursuivi le Ministre Ntunzwenimana, la stratégie va également centrer la priorité sur la mise sur pied des actions visant à assurer de manière efficace la sécurité routière. Après avoir visionné un film documentaire projeté sur l'état des lieux de la sécurité routière au Burundi, le Ministre Jean Bosco Ntunzwenimana a précisé que son contenu va servir d'outil pour arrêter des actions à mener afin de réduire sensiblement les accidents de la circulation routière.

(source : [www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Lancement officiel du projet RUNGIKA



Le Ministre de la jeunesse, des Postes et des Technologies de l'Information Madame Evelyne Butoyi a procédé vendredi le 22 mars 2019, au lancement officiel du système national de transfert d'argent, Rungika de la Régie nationale des Postes du Burundi (RNP).

Le Directeur Général de la RNP Monsieur Benjamin Niyokindi a indiqué que l'Organisation Internationale pour les Migrations ( OIM) a récemment amélioré le système national de transfert d'argent, Rungika, en collaboration avec l'Union postale universelle (UPU) et la Régie Nationale des Postes du Burundi (RNP). Le système, destiné à accroître les transferts d'argent abordables et sécurisés entre la Diaspora et les communautés du Burundi, est désormais disponible au niveau international, a-t-il précisé.

Il dit qu'en se lançant dans le transfert d'argent au niveau international, le projet Rungika profitera du sillage du service national de transfert d'argent déjà opérationnel. Il fait suite à l'achèvement de la phase pilote qui impliquait le Gouvernement du Burundi, par l'intermédiaire de son réseau postal, et l'UPU. Le Ministre Evelyne Butoyi a fait savoir que le projet Rungika vise à renforcer le lien entre migration et développement, et à favoriser les connaissances financières et la communication au sein des communautés rurales du Burundi.

Il a été développé après qu'une analyse ait révélé que les zones rurales du Burundi étaient confrontées à des difficultés comme le coût élevé des envois de fonds, l'exclusion financière, les problèmes de communication et l'absence de possibilités économiques qui sont tous des obstacles au développement socioéconomique des migrants et des communautés rurales, a-t-elle souligné.

Monsieur Benjamin Niyokindi a également souligné qu'avec l'activation du service de transfert d'argent international, les tendances montrent que le transfert d'argent abordable est mis en oeuvre pour croître davantage.

Avec 146 bureaux postaux au niveau national en 2018, la RNP facilite le transfert d'argent domestique pour les clients vivant dans les régions isolées du Burundi où 220 milles comptes sont ouverts. Le projet Rungika est réalisé à 50% avec un milliard de dollars déjà utilisé alors tout le projet nécessite 4 milliards de dollars a conclu Monsieur Benjamin Niyokindi.

(source : [www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Bientôt, un Institut d'administration foncière et arpentage au Burundi



L'université du Burundi a organisé lundi le 25/03/2019 à Bujumbura, un atelier de présentation et de validation d'une offre de formation d'un programme de baccalauréat en Administration Foncière et Arpentage. L'objectif est de doter les étudiants des compétences nécessaires pour traiter les problèmes liés à la gestion durable des terres, à l'équité d'accès à la terre et aux conflits fonciers.

Les professionnels et les académiciens se sont rencontrés dans ce cadre de présentation de cette offre de formation en vue de permettre à l'université du Burundi de produire des lauréats compétents et compétitifs dans le secteur foncier. C'est un secteur très important au Burundi où la majeure partie de la population vit de l'agriculture, selon Monsieur Venant Nyandwi professeur à l'université du Burundi. Il a fait savoir que les

Cadres qui évoluent dans ce secteur, que ce soit au niveau du Cadastre, de l'Urbanisme ont été formés de façon transversale car ils ont des compétences soit en économie, soit en agriculture ou en aménagement. Cette formation en Administration Foncière et Arpentage permettra au lauréat d'obtenir une compétence de trois ou quatre personnes, a expliqué Pr Venant Nyandwi. Il a précisé qu'en plus du cadre légal déjà disponible, il y aura des techniciens sur terrain qui vont user de techniques modernes d'enregistrement de bases de données, pouvant permettre la minimisation des conflits fonciers.

Les autorités de l'université du Burundi ont fait savoir que cette institution vise la mise en place d'un institut d'administration et de gouvernance foncière comme cela a été le cas récemment pour l'institut des statistiques appliquées ouvert à Nyamughera en commune Musigati de la province de Bubanza.

Ce programme sera bilingue et s'inscrit dans le programme BMD mais s'étendra sur une période de 4 ans. L'Université compte débiter ce programme en 2020. (source : [www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Le CDE demande la levée des barrières pour la libre entreprise au Burundi



Le Centre de développement des entreprises dans la région des grands Lacs (Centre for Development and Enterprises Great Lakes-CDE) à travers sa campagne Birashoboka, a organisé lundi le 25 mars 2019 à l'Institut français du Burundi, un atelier de réflexion sur les solutions aux défis de la libre entreprise au Burundi.

Ces travaux de réflexion ont rassemblé les intervenants du secteur de la promotion des investissements au Burundi et les entrepreneurs eux-mêmes. Selon le Directeur exécutif de Center Development for Enterprises Great lacs Monsieur Aimable Manirakiza, cet atelier va aider à atteindre les objectifs de la campagne Birashoboka, une campagne lancée dès le début de l'an 2019 pour une durée d'une année renouvelable. Cette campagne a pour mission de réduire les obstacles à la prospérité de la libre entreprise surtout pour les jeunes entrepreneurs qui ont de faibles capitaux, a-t-il précisé.

Monsieur Aimable Manirakiza a fait savoir qu'au cours de ces débats les participants vont relever les défis et essaieront de tenter des solutions aux restrictions entrepreneuriales.

Il a en outre indiqué que le CDE a des Cadres chevronnés qui peuvent convaincre les différents partenaires à prendre des décisions allant dans le sens de favoriser le climat des affaires au Burundi, notamment les Ministères sectoriels et les Parlementaires qui votent les Lois.

Parmi les défis relevés par les entrepreneurs figurent la certification au Bureau Burundais de Normalisation (BBN) qui prend des années et exige des machines de transformation qui sont chers. C'est aussi les impositions élevées au niveau de l'OBR ainsi que les capitaux qui ne sont pas consistants surtout pour les jeunes entrepreneurs alors que les Banques demandent des hypothèques, ont poursuivi ces entrepreneurs.

Des opérateurs économiques ont également évoqué les problèmes des licences pour exportations qui demandent beaucoup d'argent, le manque de devises dans les Banques pour l'importation, la lenteur au niveau de l'OBR par manque d'interconnexion. Ces opérateurs économiques ont expliqué qu'ils paient des frais de douanes avant l'importation mais que le Conteneur passe plus d'un mois au Port de Bujumbura.

Concernant la BBN, son Représentant a fait savoir que les textes régissant la certification sont rigides. La BBN doit se référer sur beaucoup de critères pour certifier un produit notamment le capital, la qualité des

machines de transformation ainsi que beaucoup de tests de laboratoire pour un seul produit, a-t-il précisé. Il a aussi fait un clin d'œil aux opérateurs économiques pour qu'ils visitent les textes et lois régissant le commerce au Burundi, qui sont au niveau du Ministère en charge du commerce mais qui ne sont pas vulgarisés.

Pour les Banques et Micro-fnances, elles sont aussi confrontées aux textes restrictifs de la BRB les régissant et qui réglementent l'octroie des crédits, a fait savoir un Représentant d'une Micro-finance.

Le Consultant, Professeur Siméon Barumwete qui est en train de mener une étude sur les solutions aux défis de la libre entreprise au Burundi, a demandé au CDE d'inviter pour la prochaine occasion tous ceux qui constituent un blocage au climat des affaires au Burundi et tous les intervenants, en vue d'analyser ensemble ce qui peut être changé .Il a aussi plaidé pour la vulgarisation des textes régissant le commerce au Burundi ,pour que celui qui se lance dans le commerce sache à quoi il s'engage.

(source : [www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Bujumbura: les constructions doivent suivre les plans de prévention des catastrophes



La Plateforme Nationale de Prévention des risques et Gestion des Catastrophes en compagnie de l'administration municipale de Bujumbura, des experts ainsi que les hommes et femmes des médias ont effectué mardi le 26 mars 2019, une descente au quartier Uwinterekwa de la zone Gihosha commune Ntakangwa où des fissures du sol ont causé la destruction de plusieurs maisons.

Le Directeur Général de la Plateforme Nationale de Prévention des risques et Gestion des Catastrophes, Commissaire de Police Antoine Ntemako a indiqué que cet endroit constituait une rizière dans les années 60 et que c'est à cause des constructions anarchiques, sans canalisation qui causent ces dégâts. Il a demandé à l'autorité municipale de délocaliser ces personnes dont les maisons ont été détruites ou menacées d'écroulement. Il a ajouté que ceux qui veulent acquérir des parcelles doivent suivre les instruc-

tions exigées comme l'étude du plan d'occupation du sol, le plan de prévention des risques et catastrophes, mais aussi de construire sur les sites viabilisés. Le Professeur Jean Marie Sabushimike, expert en géomorphologie a fait savoir qu'il y avait l'habitude de voir les glissements de terrain pas la fissuration des terrains. Pour lui, cela est dû aux mouvements de terrain, l'eau qui infiltre le sous sol alors qu'il n'y a pas de canalisation pour évacuer les eaux de ruissellement. Il a souligné que les conséquences pourront être plus graves si rien n'est fait. Il a recommandé une étude multidisciplinaire pour analyser les causes réelles de ces fissurations en vue de trouver une solution appropriée. Il a néanmoins précisé que les causes proba-

bles seraient la structure du sol, les constructions sur un sol superficiel non rigide, l'ancienne occupation par des rizières, la forte pluviométrie, le manque de canalisation pour évacuer les eaux pluviales et qui se cherchent un chemin. Bref l'action anthropique est prépondérante dans ce qui se passe à Uwinterekwa, a souligné Monsieur Jean Marie Sabushimike. Comme partout ailleurs dans la ville de Bujumbura, Jean Marie Sabushimike a demandé que les constructions suivent les plans de prévention des catastrophes, qu'il y ait un plan de contingence pour que tous les quartiers soient résilients aux changements climatiques, a-t-il conclu. (source : [www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

### Journée mondiale de lutte contre la tuberculose/déclaration de l'OMS



Le Représentant de l'OMS au Burundi Docteur Walter Kazadi Mulomba a fait une déclaration Dimanche 24/03/2019, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose.

En vue de mettre fin à l'épidémie d'ici à 2030, l'accès universel aux nouveaux tests doit être assuré, pour permettre de diagnostiquer les cas de tuberculose de manière précoce. Il faut aussi adopter les nouveaux médicaments et les combinaisons thérapeutiques recommandées par l'OMS, pour traiter la tuberculose qui devient de plus en plus résistante aux médicaments usuels, a indiqué Docteur Walter Kazadi Mulomba

# Ministère des Affaires Etrangères

## Direction de la Communication

[www.mae.gov.bi](http://www.mae.gov.bi)

Twitter: @MAEBurundi